

Emplois publics: la Suisse a l'un des Etats les plus maigres du monde

SUISSE Dégraissage

ADRIEN BRON

■ Merz est descendu hier dans la fosse aux lions. Il a défendu ses coupes dans les effectifs de l'Etat face au personnel de la Confédération. Pourtant la Suisse a déjà un des Etats les plus maigres du monde.

Environ 5000 d'ici à 2010. C'est le nombre de postes qui seront biffés dans l'Administration fédérale, selon les différents plans d'allègement proposés par le Conseil fédéral. L'an dernier, l'effectif des employés de l'administration centrale au sens strict a reculé de 464 unités. Pourtant, l'arrivée au gouvernement des conseillers fédéraux Christoph Blocher et Hans-Rudolf Merz en 2003 — fers de lance de l'offensive contre un état mammoth — n'a fait que prolonger un mouvement amorcé depuis plus d'une décennie.

La main publique a perdu plus de 11% de ses effectifs entre 1990 et 2000 (voir tableau ci-contre). «Le poids du secteur public est faible en comparaison

internationale», avance ainsi Christophe Koller*, chef de projet à l'Institut des hautes études en administration publique (Ideheap). «Il représentait quelque 15% des postes de travail du pays en 2000.» Contre 16% aux USA, 19% en Allemagne et 21% au Canada, autres Etats fédéraux industrialisés.

La Confédération s'est séparée de ses employés à un rythme autrement soutenu que les cantons. Elle est passée en dix ans de 160 000 fonctionnaires à un petit 80 000, emplois des entreprises de la Confédération et des médias publics compris. Ceux qui ont subi les plus grosses pertes sont connus: l'armée, les anciens PTT, le secteur aéronautique ou encore les CFF. Les libéralisations et les externalisations sont passées par là.

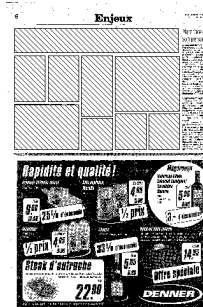
Etats mammoths à Bâle et Genève

Ce régime sec au niveau fédéral n'a pas été suivi aux niveaux cantonal et communal. En partie en raison d'un report de charge sur les cantons. «La décentralisation des emplois publics se poursuit» relève ainsi Christophe Koller. Ainsi, si les centres des décisions se concentrent, les charges de personnel suivent un chemin inverse.

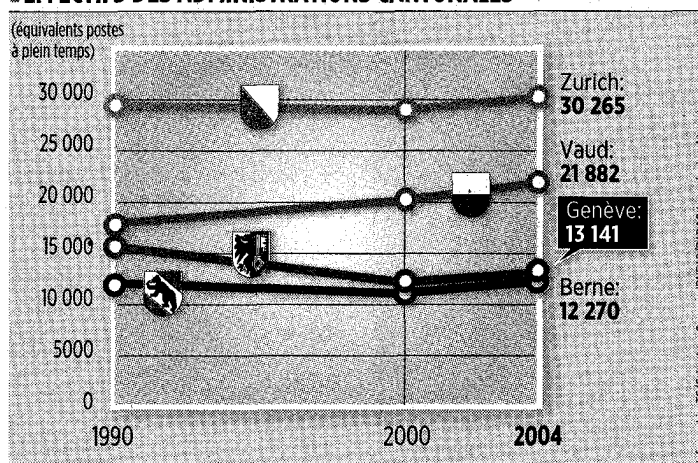
Dans les cantons, le tableau est contrasté. Certains ne sont pas loin d'être des Etats mammoths, du moins à l'échelle suisse. Genève et Bâle-Ville sont les paradigmes en la matière. La cité rhénane comptait ainsi 11 fonctionnaires pour cent habitants en 2000, Genève 9, Uri 9,5 et Zurich 8. A l'extrême inverse, Schwytz et le Valais en comptaient moins de 5.

Sur les quinze dernières années, Genève est pourtant l'un des cantons qui ont perdu le plus d'agents publics sur leur territoire. Quant à Zurich et Berne, ils se sont illustrés plus récemment par le régime minceur qu'ils poursuivront dans les années à venir. Reste que deux secteurs connaissent de fortes hausses d'effectifs: la santé et l'éducation.

■ * Auteur avec Daniel Bochsler, Pascal Sciarini, Sylvie Traimond et Ivar Trippolini de l'ouvrage «Les cantons suisses sous la loupe», Edition Haupt, Berne, 2005.



EFFECTIFS DES ADMINISTRATIONS CANTONALES



PERSONNES ACTIVES OCCUPÉES SELON LE SECTEUR PUBLIC

	Total suisse	Confédération	Cantons	Communes	Autres secteurs publics
Total en 2000	531 558	80 939	208 488	186 454	55 677
Total en 1990	599 771	159 890	220 981	184 399	34 501
Pour cent par rapport au total des actifs, en 2000	15,4%	2,3%	6%	5,4%	1,6%
Variation 1990/2000 (%)	-11,4% ↓	-49,4% ↓	-5,7% ↓	+1,1% ↑	+61,4% ↑
Répartition au sein du secteur public, en 2000	100%	15,2%	39,2%	35,1%	10,5%

Infographie: TG/G. Laplace. Sources: IDHEAP/BADAC (www.badac.ch).